Arrête n° ……………….

**PORTANT SANCTION DE BLÂME**

M/Mme ……………………………………………….......

**Logo Collectivité**

**Comment compléter le projet d’arrêté :**

**Les éléments en bleu** ne doivent être conservés dans l’arrêté que si la collectivité ou l’agent sont concernés.

**Les éléments en orange** visent à expliciter les différents contenus, et doivent être supprimés dans l’arrêté final.

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 36-1 ;

Vu le courrier du (date)....... informant M. / Mme……......... de la procédure disciplinaire engagée à son encontre et lui indiquant son droit à :

• la communication de son dossier individuel dans son intégralité ainsi que du rapport disciplinaire et des documents annexés à ce rapport,

• l’assistance d’un ou plusieurs conseils de votre choix,

• la présentation d’observations

• garder le silence durant toute la procédure disciplinaire

Considérant les motifs de droit et de fait suivants **(motivation de la sanction : indiquer la nature, les circonstances ainsi que la date des faits reprochés et justifier leur caractère fautif)** : ...................................................................................................................................................................................................................... ;

que ces faits constituent des manquements aux obligations professionnelles et déontologiques auxquelles sont soumis les agents publics, en particulier aux obligations suivantes : ***(préciser)***.................................................................................................................................................................................................................

**\* \* \***

**ARRÊTE**

**Article 1er :** Un blâme est infligé à **M. / Mme** ............ **(nom, prénom, poste occupé)**.

**Article 2 :**La présente sanction sera effacée automatiquement au bout de trois ans si aucune autre sanction n’est intervenue durant cette période.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et versé à son dossier ; ampliation en sera adressée au Président du centre de gestion.

Fait à …………………………..…… le ………………..….,

Le Maire *(le Président)*,

*(prénom, nom et signature)*

**ou**

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :